

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 30/1 (2003)

DOI: 10.11588/fr.2003.2.45484

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

MARIE DRUT-HOURS

DE LA SOCIABILITÉ DES LUMIÈRES AUX SOCIÉTÉS  
SAVANTES: LES MUTATIONS DE LA »SOCIÉTÉ DES  
RECHERCHES UTILES« DE TRÈVES (1801-2001)

L'explosion de la vie associative (»Vereinswesen«) dans l'espace germanique au tournant des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles y a durablement marqué la vie publique et le phénomène a, depuis longtemps, retenu l'attention des chercheurs. La typologie des diverses structures apparues depuis plus de deux siècles, leur signification et leur portée dans le contexte de l'évolution politique et sociale qui accompagne leur essor sont désormais bien connues<sup>1</sup>. Mais les grandes études de synthèse qui ont jalonné la recherche en la matière ne sauraient se substituer aux indispensables monographies qui, seules, permettent de mesurer la vigueur du mouvement associatif et d'en saisir les modes de fonctionnement et les finalités dans toute leur diversité. Parmi celles-ci, une place particulière revient aux volumes commémoratifs publiés à l'initiative des sociétés elles-mêmes: ils sont l'expression non seulement de leur longévité et de leur vitalité, mais plus encore de la forte conscience identitaire qui unit leurs membres dans une même conviction du service rendu à la collectivité. Ils constituent une source précieuse pour l'histoire de la sociabilité, comme en témoigne la parution récente d'un ouvrage publié à l'occasion du bicentenaire de la »Société des Recherches utiles« de Trèves<sup>2</sup>; on peut y suivre l'évolution et les mutations d'une société savante locale qui, à l'instar de beaucoup d'autres, est née dans la mouvance de l'Aufklärung, puis renonce progressivement à l'encyclopédisme et à l'utilitarisme des Lumières (sans pour autant changer de dénomination) pour prendre place parmi les nombreuses sociétés d'Histoire et d'Archéologie qui fleurissent en Allemagne, comme dans toute l'Europe, à partir du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>. Explorant avant tout cette évolution structurelle et programmatique, l'ouvrage n'en invite pas moins à la réflexion sur les mutations culturelles qui l'accompagnent ainsi que sur les bouleversements socio-politiques qui la sous-tendent.

- 1 Cf. notamment O. DANN (Hg.), *Vereinswesen und bürgerliche Gesellschaft in Deutschland*, München 1984, ainsi que l'état de la question présenté par le même auteur: *Die bürgerliche Vereinsbildung in Deutschland und ihre Erforschung*, in: E. FRANÇOIS (éd.), *Sociabilité et société bourgeoise en France, en Allemagne et en Suisse (1750-1850)*, Paris 1986 (Editions Recherche sur les Civilisations), p. 4-51.
- 2 *Antiquitates Trevirenses. Beiträge zur Geschichte der Trierer Altertumskunde und der Gesellschaft für nützliche Forschungen. Festschrift zur 200-Jahr-Feier der Gesellschaft für nützliche Forschungen zu Trier*, Trier (Kurtrierisches Jahrbuch) 2000, 508 S. L'ouvrage dont il s'agit ici de rendre compte réunit une dizaine de contributions auxquelles il sera fait référence dans la suite de cet article: elles retracent l'histoire de la Société, l'évolution de ses structures et de ses activités depuis sa fondation en 1801 jusqu'à nos jours. Sept autres contributions donnent, par ailleurs, un aperçu plus ou moins exhaustif des diverses collections constituées par la Société au cours de ses deux siècles d'existence. Le volume est enfin complété par des annales de ses activités depuis sa fondation. Le nom allemand de la Société est abrégé en »GfnF«.
- 3 Cette évolution classique a fait l'objet de nombreuses études parmi lesquelles on retiendra l'ouvrage collectif paru sous le titre: *Geschichtswissenschaft und Vereinswesen im 19. Jahrhundert. Beiträge zur Geschichte historischer Forschung in Deutschland*, Göttingen 1972.

## 1. Une société polyvalente héritière de l'Aufklärung (de la fondation aux années 40)

Loin d'apparaître comme une initiative très novatrice, la fondation d'une «Société des Recherches utiles» à Trèves en 1801 s'inscrit dans la continuité d'un long processus de développement de la sociabilité intellectuelle locale, marqué au cours de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle par l'élaboration de plusieurs projets associatifs: ceux-ci aboutissent, en 1783, à la création d'une société de lecture qui sert alors de pôle de ralliement aux Aufklärer de la ville jusqu'à sa dissolution en 1793 par le prince-archevêque<sup>4</sup>. Temporairement interrompue par l'irruption des armées françaises en 1794 et les rigueurs de la première phase d'occupation militaire, la vie associative reprend ses droits, sitôt la paix établie, sous l'impulsion impatiente des mêmes Aufklärer devenus les collaborateurs du régime français au sein des diverses instances de leur cité promue au rang de chef-lieu du département de la Sarre<sup>5</sup>.

La continuité avec les institutions de la sociabilité d'Ancien Régime est assurée, en premier lieu, par les hommes: près de la moitié des fondateurs de la nouvelle société (7 sur 15) sont issus de l'ancienne société de lecture dont ils constituaient l'élément le plus dynamique. L'impatience de ces intellectuels éclairés face au vide laissé par la dissolution de la première société de lecture les conduit, dès 1799, à recréer, avec l'assistance d'un libraire déjà très engagé avant 1789, un cabinet de lecture qui rassemble 11 des 15 fondateurs de la Société des Recherches utiles (dont font partie les 7 déjà cités): c'est précisément en son sein que paraît avoir germé l'idée de fonder une nouvelle association et par lui qu'est donc assurée la continuité entre l'ancienne et la nouvelle institutions de la sociabilité éclairée tréviroise. Celle-ci est renforcée dans les années suivantes par l'adhésion de nouveaux membres, eux aussi issus de l'ancienne société des Aufklärer.

S'il est donc évident que la «Société des Recherches utiles» est née de l'initiative de notables éclairés déjà actifs avant 1793, elle n'a pu voir le jour qu'avec le soutien des autorités françaises qui se traduit par la participation directe de plusieurs de leurs représentants à l'entreprise. Ainsi les statuts de l'association portent-ils la marque d'un double héritage socioculturel, reflétant la convergence de deux modèles de sociabilité issus, l'un des Lumières françaises, l'autre de l'Aufklärung germanique<sup>6</sup>. Par les modalités strictes réglant l'adhésion (nombre fixe et limité des membres, distinction entre membres à part entière et membres correspondants ou membres d'honneur) et par ses structures internes (division en sections spécialisées), la nouvelle société fondée en 1801 se rapproche du modèle des académies provinciales françaises, à l'instar de nombreuses institutions apparues

4 Le lien entre la nouvelle fondation de 1801 et la sociabilité des Lumières ressort nettement de l'étude de G. GROSS, *Trierer Geistesleben um 1800. Das politische und geistige Umfeld der Gründung der GfnF*, p. 31–43: cet article constitue une rapide synthèse de plusieurs travaux antérieurs de l'auteur sur ce sujet. La société de lecture de Trèves a, depuis longtemps, retenu l'attention des chercheurs qui disposent, à son sujet, d'un fonds d'archives exceptionnellement riche. Toutes les études la concernant ne peuvent être citées ici, mais signalons, parmi les plus récentes, la thèse de H. TILGNER, *Lesegesellschaften an Mosel und Mittelrhein im Zeitalter des aufgeklärten Absolutismus. Ein Beitrag zur Sozialgeschichte der Aufklärung im Kurfürstentum Trier* Stuttgart, 2001, 546 S. (Veröffentlichungen des Instituts für geschichtliche Landeskunde an der Universität Mainz, Bd. 52).

5 Ayant accueilli avec satisfaction la Révolution, plusieurs de ces notables éclairés occupent, en effet, des places prééminentes dans les rouages de l'administration française, à l'instar de Johann Baptist Hetzrodt, premier président de la «Société des Recherches utiles».

6 Ce double héritage est particulièrement bien mis en lumière par G. B. CLEMENS, *Von der französischen Provinz Akademie zum deutschen Geschichtsverein. Die GfnF im überregionaler Vergleich*, p. 391–408.

entre 1789 et 1815 dans les territoires allemands occupés<sup>7</sup>: la présence parmi ses fondateurs du commissaire français F.-X. Leschevin, lui-même ancien académicien, n'est évidemment pas étrangère à cette influence. Mais le modèle français n'est pas la seule source de l'encyclopédisme qui préside aux travaux de la Société dans les premières décennies de son existence; de telles visées universelles inspiraient également les recherches des sociétés patriotiques («Patriotische und gemeinnützige Gesellschaften») qui se sont multipliées tout au long de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle dans les pays germaniques. La nouvelle fondation ne leur emprunte pas seulement le qualificatif inclus dans sa dénomination, mais reproduit largement leur mode de fonctionnement, caractérisé par une étroite collaboration avec l'État. En effet, à l'instar des sociétés patriotiques qui servaient souvent de laboratoires au réformisme des princes éclairés, la «Société des Recherches utiles» est explicitement destinée, de par ses statuts, à «s'occuper de recherches pour favoriser les progrès de l'agriculture, du commerce, de l'industrie, de l'histoire naturelle et autres objets d'utilité publique»<sup>8</sup>. Souhaitée par les autorités françaises qui y voient un moyen d'intégration des élites locales dans les territoires annexés, cette collaboration prend effet dès 1802–1803 quand plusieurs sociétaires sont sollicités pour l'élaboration d'une Statistique générale du nouveau département; elle est confortée par les nouveaux statuts de 1805 qui entérinent la fusion de la Société avec un conseil économique créé peu de temps auparavant; le préfet du département de la Sarre est alors désigné pour être le président de la Société qui perçoit désormais une subvention publique annuelle en échange des études faites pour le compte des autorités.

L'encyclopédisme et l'utilitarisme caractéristiques des Lumières sont donc les principes directeurs de l'activité de la nouvelle société et le restent jusqu'au début de la décennie 40. Pendant toute cette période, les travaux des sociétaires se répartissent équitablement entre trois domaines de recherche. Ce sont d'abord les questions techniques et économiques qui retiennent leur attention, conformément à la mission qui leur a été assignée<sup>9</sup>: il s'agit, au demeurant, de préoccupations nouvelles pour les *Aufklärer* trévirois, restés assez indifférents à ces sujets avant l'occupation française, contrairement à leurs homologues d'autres villes ou régions. Mais, pour être tardif, leur engagement sur ce point n'en est que plus actif: il se traduit par diverses études agronomiques, par l'organisation de concours d'encouragement à l'élevage, mais aussi par des expositions industrielles et, plus encore, par l'investissement personnel de certains membres de la Société dans la fondation de nouvelles fabriques. Ces initiatives trahissent toutefois le retard pris par les Trévirois en matière économique: ainsi proposent-ils à plusieurs reprises comme novatrices des expériences abandonnées depuis longtemps dans d'autres régions voisines; cet archaïsme, joint aux résistances de la population locale, explique bien des échecs et des déceptions qui poussent les sociétaires à l'abandon progressif de ce secteur d'activité et de recherche.

Les sciences de la nature constituent le deuxième domaine de recherche retenu par la «Société des Recherches utiles» lors de sa fondation<sup>10</sup>; l'intérêt que portent plusieurs sociétaires à ces disciplines promues au temps de l'*Aufklärung* est ancien comme en témoignent leurs lectures et leurs publications avant 1793. Ainsi H. Meurer, ancien professeur de phy-

7 Voir, à ce sujet, J. Voss, *Akademien, gelehrte Gesellschaften und wissenschaftliche Vereine in Deutschland, 1750–1850*, in: E. FRANÇOIS (voir n. 1) p. 154. La fondation de la GfnF de Trèves s'inscrit dans un mouvement d'ensemble qui affecte tous les territoires français sous le Consulat: les deux-tiers des académies provinciales se reconstituent alors, revêtant un caractère officiel qui s'affiche selon les mêmes modalités qu'à Trèves (subvention d'Etat, présidence d'honneur du préfet): J.-P. CHALINE, *Sociétés savantes et Académies de province en France dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle*, in: E. FRANÇOIS, *ibid.*, p. 169–180.

8 Extrait des statuts de 1801: cité par G. B. CLEMENS, p. 397.

9 Cf. U. HAAS, *Förderung von Industrie und Landwirtschaft durch die GfnF*, p. 81–100.

10 Cf. G. GROSS, *Die GfnF und ihre Arbeiten im Bereich der Naturwissenschaften*, p. 45–80.

sique à l'Université devenu enseignant à l'École centrale de la ville, lecteur assidu des ouvrages scientifiques possédés par l'ancienne société de lecture, devient la cheville ouvrière du développement d'une station locale d'observations météorologiques; il est assisté, après 1819, de M. F. J. Müller qui avait déjà consacré une étude à ce sujet dans la décennie 1780. Dans le même temps est constitué un cabinet d'histoire naturelle dont la conservation est confiée à un comité restreint; les années 1808–1815 sont, par ailleurs, marquées par une vigoureuse impulsion donnée aux recherches et publications en botanique, minéralogie et zoologie, travaux que poursuivent activement les deux générations suivantes jusqu'au milieu du siècle.

L'archéologie et l'histoire de la Trèves antique constituent le troisième secteur d'activité des sociétaires sous l'impulsion du bénédictin S. Müller qui, après un voyage en Italie du Sud, étape obligatoire du parcours de tout intellectuel éclairé, s'est fait connaître dès 1785 par l'une des premières publications allemandes sur les fouilles de Pompéi et d'Herculanum. Déjà manifeste avant 1793, dans le contexte de »l'anticomanie« typique de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle à travers toute l'Europe, l'intérêt des Trévirois pour l'Antiquité a été renforcé, à partir du retour à la paix en 1801, par le désir de sauvegarder un patrimoine local particulièrement riche, mais mis à mal par de longues années de pillages et de destructions. Une préoccupation qui est à l'origine de plusieurs initiatives de la Société parmi lesquelles on relève un premier inventaire des sites archéologiques connus, l'ouverture d'un chantier important de fouilles sur la rive gauche de la Moselle (Pallien) et l'organisation systématique de la conservation des objets trouvés par S. Müller. Mais, jusque vers 1840, ces activités sont loin de représenter l'essentiel des investigations des sociétaires, contrairement à ce qui se passe dans la période suivante, au prix d'une évolution profonde de la »Société des Recherches utiles«.

## 2. La mutation en une Société d'Histoire et d'Archéologie (1840–1877)

Le tournant des années 40 est marqué par l'abandon progressif des secteurs d'activités privilégiés dans la période initiale: les études agronomiques cessent après 1840–1845, la dernière exposition industrielle a lieu en 1842, les collections d'histoire naturelle ne sont plus guère enrichies après 1850<sup>11</sup> et les travaux relatifs à cette matière (à l'exception de la météorologie) se font de plus en plus rares. Dès 1840–1845, l'histoire et l'archéologie viennent au premier rang des préoccupations de la Société, pour en constituer l'activité exclusive après 1860. Comment expliquer cette évolution?

Elle doit, en premier lieu, être replacée dans le contexte de l'évolution des mentalités intellectuelles en Allemagne dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. En ces temps de néo-humanisme triomphant, l'héritage antique se voit investi d'une nouvelle mission; rejetant l'utilitarisme de l'*Aufklärung* qui assignait pour but à toute activité intellectuelle la contribution au Bien commun, on affirme le primat de la formation du Sujet et, dans cette perspective, l'Antiquité devient la source de toutes les valeurs morales, le lieu mythique où se réalise la perfection de l'Homme. Loin de ne toucher que l'univers de la pédagogie, ce changement de perspectives préside à une réorientation des centres d'intérêt de toute la vie intellectuelle. A cela s'ajoute, à partir des années 30, une réaction contre l'encyclopédisme des Lumières au nom de l'exigence scientifique qui induit la spécialisation des chercheurs. Cette évolution explique l'émergence de sociétés nouvelles dont les champs d'activités sont volontairement plus restreints que ceux des associations anciennes. La transformation des

11 Ces collections sont purement et simplement dispersées en 1878 et la Société se défait alors des ouvrages de sa bibliothèque portant sur les sciences de la nature, prenant ainsi acte d'une mutation désormais achevée.

sociétés patriotiques allemandes en sociétés historiques est donc un phénomène largement répandu dans cette période: de ce point de vue, le cas trévirois ne constitue donc qu'un exemple parmi d'autres d'un processus bien connu des historiens de la sociabilité intellectuelle du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>12</sup>.

Mais les transformations du contexte politique local ont aussi fortement contribué à engager les sociétaires sur la voie de cette évolution<sup>13</sup>. Si le passage de la tutelle française à la tutelle prussienne en 1815 ne modifie guère les liens étroits qui unissent la Société à l'État, la nature de ces liens n'en est pas moins profondément modifiée. En effet, le nouveau pouvoir ne s'engage plus aussi directement dans le développement économique local et ne sollicite donc plus la collaboration de la Société en la matière, contrairement aux autorités françaises. Par ailleurs émergent dans le même temps de nouveaux organismes plus ou moins autonomes, étroitement spécialisés, qui dépouillent progressivement la «Société des Recherches utiles» des compétences qu'elle s'était acquises dans le domaine économique: ainsi, en 1837, naît une association pour la promotion de la viticulture, en 1850 une autre pour le développement manufacturier, en 1855 est constituée une chambre de commerce. Autant d'initiatives qui encouragent les sociétaires à délaisser les secteurs de recherche privilégiés à l'origine pour concentrer leurs activités sur la recherche archéologique et historique, déjà fort développée depuis 1808, et pour laquelle ils n'entendent subir aucune concurrence sur le plan local. Cet intérêt accru pour l'histoire locale qui entre pour une part importante dans l'essor du mouvement associatif au cours de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, peut, certes, apparaître comme une réaction aux bouleversements politiques et institutionnels qui ont accompagné la disparition du Saint Empire Romain Germanique et, avec lui, de nombreux petits États territoriaux<sup>14</sup>. Mais, à Trèves, le besoin de retrouver les racines d'une identité locale se nourrit, en outre, des humiliations infligées par deux décennies d'occupation française, puis par l'incorporation à un État prussien aux prétentions hégémoniques de plus en plus affirmées.

Les nouveaux statuts dont se dote la Société en 1849 rendent clairement compte de la mutation opérée: sans écarter encore explicitement de son champ d'action l'histoire naturelle et l'économie, ils mentionnent au premier rang de ses objectifs la recherche historique et archéologique. L'ordre de ses priorités est donc désormais inversé. L'inventaire systématique de ses travaux témoigne de cette réorientation des activités à partir du début de la décennie 40. Dès lors, en effet, les campagnes de fouilles se succèdent régulièrement, année après année: la Société finance et supervise les investigations menées dans les Thermes impériaux, dans les périmètres de la Porta Nigra et de la Basilique, dans les Thermes Barbara ou à l'Amphithéâtre, par l'architecte Ch. W. Schmidt, devenu l'un de ses membres les plus dynamiques. Les chantiers gagnent bientôt la campagne environnante (temple de Hermes à Welschbillig, villa de Nennig). Parallèlement est entrepris, à partir de 1842, un vaste travail d'inventaire systématique des collections progressivement constituées par la Société: il donne lieu à la publication de catalogues imprimés à partir de 1863. Depuis la fin de la décennie 30 se poursuit, par ailleurs, un travail de repérage systématique des vestiges sur le terrain et de cartographie des sites qui restera l'une des activités régulières de la Société durant plusieurs décennies. Les découvertes font l'objet de publications de plus en plus nombreuses qui ne sont évidemment pas exemptes d'erreurs d'interprétations à une époque où la science archéologique n'en est encore qu'à ses balbutiements et où les éléments de comparaison font souvent défaut. La progression des connaissances passant par l'échange d'informations, les sociétaires cherchent assez rapidement à élargir la publicité de leurs tra-

12 Il n'est pas spécifique à l'Allemagne: on assiste, à partir des années 20, à une véritable explosion des sociétés d'histoire à travers toute l'Europe (voir, à ce sujet, J.-P. CHALINE, voir n. 7).

13 Voir, sur ce point, les explications développées par G. B. CLEMENS, (voir n. 6) p. 399-400.

14 Cf. J. Voss (voir n. 7) p. 161.

vaux: en 1853 est donc lancé le »Jahresbericht der Gesellschaft für nützliche Forschungen zu Trier« qui connut jusqu'à nos jours plusieurs moutures. Grâce à cette revue, la société tréviroise multiplie les contacts avec d'autres associations aux préoccupations similaires: le réseau de ses partenaires ne cesse de s'étendre dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, couvrant non seulement l'Allemagne, mais franchissant aussi les frontières<sup>15</sup>. Ainsi la société tréviroise prend-elle progressivement place parmi les nombreuses sociétés savantes qui jouissent d'une reconnaissance nationale, ce qui vaut à Trèves d'être retenue, en 1873, pour accueillir le congrès national des sociétés d'histoire et d'archéologie allemandes.

Mais une telle consécration n'a pas été obtenue sans combat. Les sociétaires ont d'abord dû défendre l'autonomie de la vie intellectuelle locale face aux prétentions hégémoniques de l'autorité prussienne en matière de politique culturelle. Dès 1820, ils s'opposent avec virulence au projet de fusion de leurs collections archéologiques avec les fonds d'État, constitués en quelques années par le conseiller prussien aux travaux publics et à la conservation du patrimoine, C. F. Quednow, lui aussi féru d'archéologie; si la réunion des collections est finalement acceptée en 1844, c'est d'abord parce qu'elle permet à la »Société des Recherches utiles« de trouver une solution à l'exiguïté des locaux dans lesquels elle conservait jusqu'alors le produit de ses fouilles<sup>16</sup>, mais surtout parce que les sociétaires se voient confier la mission d'assurer l'inventaire et la conservation des deux dépôts qui restent juridiquement distincts. A la même époque, la résistance à la domination culturelle de Berlin prend une autre forme, dans le contexte du réveil catholique qui conduit à un conflit entre l'Église et l'État prussien, particulièrement vif à Trèves; répondant à l'appel de l'évêque qui fait lui-même écho à une initiative du »Katholischer Verein« réuni en congrès national en 1851, plusieurs membres de la Société tréviroise s'engagent, en 1853, dans la création d'une association diocésaine pour la conservation, la restauration et la promotion du patrimoine artistique religieux local<sup>17</sup>. Celle-ci ne connaît qu'une existence éphémère, probablement parce que ses objectifs rejoignent ceux de la »Société des Recherches utiles«, faisant d'autant plus double emploi avec elle qu'elle lui empruntait l'essentiel de ses membres; mais l'initiative n'en est pas moins significative de la résistance des élites locales à toute tentative extérieure de mainmise sur leur patrimoine. Dans le dernier tiers du siècle, le conflit prend une autre forme, alors que s'affirme le processus de construction de l'unité nationale. Il s'agit dès lors pour les sociétaires qui se considèrent comme investis d'une mission patrimoniale de s'imposer face aux élites intellectuelles berlinoises siégeant dans des institutions culturelles volontiers centralisatrices (Académie des Sciences et Société Archéologique de Berlin) et toujours enclines à railler l'amateurisme et le dilettantisme des »provinciaux«. La controverse qui se développe entre 1866 et 1868 au sujet de l'interprétation d'inscriptions latines découvertes dans la villa de Nennig et vaut au chanoine J. N. von Wimowsky de servir de cible à l'ironie mordante de Th. Mommsen en personne, témoigne de la virulence des attaques portées: l'affaire restera pour longtemps une page noire dans les annales de la Société<sup>18</sup>.

Attachée à ses prérogatives, la Société des Recherches utiles ne peut cependant ignorer l'évolution des conditions de la recherche et de la conservation du patrimoine dans le der-

15 On retiendra notamment les échanges très réguliers avec la section archéologique de l'académie de Metz dont témoigne, en 1846, la visite à Trèves des participants au Congrès archéologique français tenu à Metz cette année-là.

16 Jusque là entreposées dans deux salles dont disposait la Société dans les bâtiments du lycée, ses collections rejoignent celles de l'Etat dans la Porta Nigra où elles restent jusqu'à la construction des bâtiments du Musée fondé en 1877.

17 Cette initiative est analysée par W. WEBER, *Die Gesellschaft für nützliche Forschungen und der Christlich-archäologisch-historische Verein für die Diözese Trier*, p. 377-390.

18 Cet épisode est rapporté avec précision par L. SCHWINDEN, *Ausgrabungen und archäologische Untersuchungen der GfnF.*, p. 101-130 (notamment p. 121sqq.).

nier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle. Devenue nécessaire, l'intervention de l'État centralisé la contraint à redéfinir ses missions.

### 3. Les nouvelles missions d'une société savante (de 1877 à nos jours).

L'année 1877 représente un tournant décisif dans l'évolution de la «Société des Recherches utiles». Le 1<sup>er</sup> juin, en effet, à l'initiative du gouvernement prussien, est fondé à Trèves un musée placé sous le contrôle de l'administration de la province rhénane; presque aussitôt s'ouvre le chantier de construction du nouveau bâtiment fonctionnel et spacieux prévu pour en abriter les collections qui est inauguré en 1889. La Société s'associe, cette fois-ci, de son plein gré au projet, acceptant de mettre à la disposition de l'institution naissante l'ensemble de ses collections archéologiques sous réserve de la préservation de ses droits de propriété, reconnus par contrat.

Ce faisant, l'association change de nature. Elle renonce à toutes les missions qui requièrent de plus en plus la compétence scientifique et technique de spécialistes: l'organisation des chantiers de fouilles, la conservation et la restauration des objets ne sont plus de son ressort. En 1890, de nouveaux statuts parachèvent l'évolution amorcée en mettant fin au principe du quota qui limitait le nombre de ses membres: désormais accessible à toutes les personnes intéressées, l'association perd son caractère académique après avoir cédé sur le terrain de la spécialisation scientifique. Cette ouverture s'accompagne du développement de manifestations d'un type nouveau grâce auxquelles les agréments de la sociabilité culturelle et de la convivialité retrouvent une place longtemps sacrifiée aux rigueurs du travail scientifique individuel des membres: en instaurant, en 1898, les cycles de conférences hivernales et les excursions estivales à destination des sites et monuments remarquables de la région, la Société fonde une tradition qui perdure jusqu'à nos jours.

Pour autant, elle ne renonce pas aux activités qui ont constitué son centre d'intérêt prédominant dans les décennies antérieures, travaillant en étroite symbiose avec le musée. Les liens entre les deux institutions sont incarnés en la personne du directeur du musée, toujours choisi pour occuper la fonction de premier secrétaire de la «Société des Recherches utiles»: instauré en 1878, l'usage est respecté jusqu'à nos jours. Ces liens se traduisent surtout par une collaboration étroite des sociétaires aux travaux archéologiques menés à Trèves jusqu'à la seconde Guerre Mondiale, qu'il s'agisse des travaux d'inventaires et de cartographie des sites ou des fouilles entreprises sur de nouveaux chantiers (St Mathias en 1914–23, sanctuaires de l'Altbachtal en 1926–33).

Mais, de par sa nature nouvelle, la Société est amenée à élargir le champ de ses investigations et à renouer ainsi, d'une certaine façon, avec l'encyclopédisme qui avait caractérisé les premières décennies de son histoire. Son intérêt ne reste plus cantonné à l'Antiquité romaine, comme en témoigne la publication d'un manuscrit médiéval à l'occasion de la célébration de son centenaire en 1901, suivie de nombreux autres travaux qui attestent l'ouverture rapide du champ de ses recherches historiques au cours de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle; cette évolution est couronnée en 1955 par la constitution d'une section d'histoire au sein de la Société. Par ailleurs, les statuts sont révisés en 1952 de façon à restaurer la place des sciences naturelles parmi les activités de l'association et, par là-même, une polyvalence confirmée en 1965 lors d'une nouvelle révision des textes réglementaires.

Au moment de fêter son deuxième centenaire, en 2001, la «Société des recherches utiles» de Trèves pouvait s'enorgueillir de son rôle fondateur en matière de préservation du patrimoine local et se flatter d'être à l'origine de la richesse des collections des musées de la ville. Initialement constitués des objets découverts par les sociétaires lors de leurs propres investigations sur les sites locaux, les fonds de la Société se sont, en effet, enrichis au fil des décennies des dons et legs de collectionneurs privés qui, bien que n'ayant pas toujours d'intérêt direct pour l'histoire locale, n'en témoignent pas moins du prestige acquis par l'institution



auprès des notables cultivés. S'il n'est pas toujours aisé de faire la part exacte de l'apport que représentent ces fonds transférés au musée en 1877 dans l'ensemble de ceux qui y sont aujourd'hui conservés, les travaux d'inventaire récents, confrontés aux divers catalogues élaborés jusqu'en 1877, attestent qu'ils en représentent souvent le noyau dur<sup>19</sup>.

A parcourir ainsi l'histoire d'une société savante locale tout au long des deux siècles écoulés, comme nous y invite le volume commémoratif publié par la «Société des Recherches utiles» de Trèves, on mesure à quel point l'évolution d'une telle institution reflète à la fois les mutations des mentalités intellectuelles des élites et celles du statut et des conditions de la recherche, mais aussi combien elle a été tributaire des profonds bouleversements politiques qui ont affecté l'espace germanique pendant cette période.

Mais s'il permet de saisir l'évolution des structures et des activités, un tel ouvrage présente surtout l'intérêt d'ouvrir de nouvelles perspectives de recherches. De nombreuses questions restent, en effet, sans réponse, relatives tant aux changements de la composition de l'institution qu'à ceux de ses liens avec la société environnante, mais aussi à la portée de ses débats internes en relation avec le climat intellectuel des différentes périodes de son histoire. Autant de pistes que la richesse des archives conservées devrait permettre d'explorer<sup>20</sup>.

19 Dans la troisième partie du volume (p. 157-310) consacrée à l'inventaire des collections amassées par la GfnF. jusqu'à leur transfert au musée en 1877, il faut signaler plus particulièrement, pour leur caractère novateur ou leur originalité par rapport aux travaux déjà existants, l'inventaire systématique de la collection de vases grecs léguée à la Société par l'un de ses membres d'honneur en 1853, fait par K.-P. GOETHERT, *Die Gefässe griechischer Herkunft in der Sammlung der GfnF.*, p. 217-254, et le rapport des analyses radiologiques et histologiques récentes de la momie égyptienne léguée à la société par une donatrice en 1860, fait par M. MINAS-NERPEL et G. SIGMUND, *Der Sarg und die Mumie der Paï-es-tjau-em-aui-nu in der Sammlung der GfnF.*, p. 255-302.

20 Un inventaire détaillé des archives de la «Société des Recherches utiles» de Trèves est présenté par J. MERTEN, *Archiv und Bibliothek des GfnF.*, p. 311-360.